

Les projets qui parient sur la mise en place des contrats à impact social

La Sauvegarde du Nord

Réduire le nombre d'enfants placés dans le département du Nord - Un programme innovant financé par un Contact à Impact Social

La Sauvegarde du Nord est une association recensant 1500 professionnels autour de 5 pôles: inclusion sociale, handicap, addictologie, santé et protection de l'enfance. C'est sur ce champ d'activité qu'elle expérimente les contrats à impact social.



Le constat : Le Département du Nord est le département français le plus en difficulté financière, et doit trouver rapidement des solutions pour se sortir de son impasse structurelle. La protection de l'enfance constitue le second budget d'intervention du Département : ce sont 11 000 enfants placés en 2014, soit 2,5 fois plus que dans les autres départements.

La solution : Mettre en œuvre un programme qui vise à intensifier l'accompagnement des mineurs en difficultés familiales et sociales par le biais des services d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) pour réduire le taux de placement des enfants.

L'objectif : Réduire le taux de placement moyen des enfants d'un point en 3 ans.

Le projet : La Sauvegarde du Nord propose de missionner 10 travailleurs sociaux, qui interviendront en complément des équipes habituelles, auprès de familles dont la situation rend possible un placement des enfants. 2 zones géographiques seront ciblées spécifiquement, dans le département.

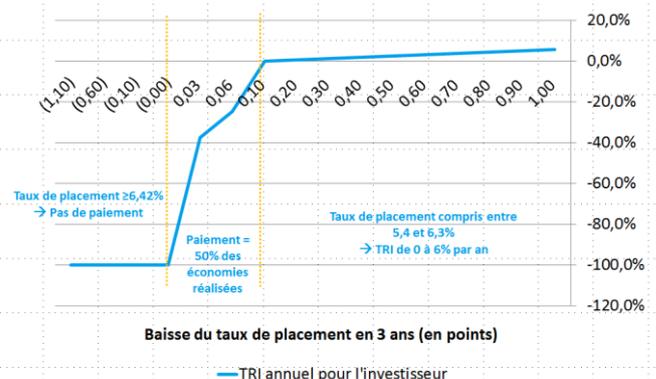
Le contrat à impact social comme financement du projet

Ce programme permettrait de passer d'un taux de placement 6,42 % (taux moyen sur les 3 dernières années) à un taux compris entre 5,42 et 5,92. Soit 35 à 70 placement évités par an (100 à 200 placements évités sur les 3 ans). Soit une économie de l'ordre de 4 à 8 millions pour la collectivité, pour un cout estimé à 1.4 millions sur 3 ans.

Les investisseurs privés (BNP pressentie) + CDC pourraient bénéficier d'un taux de retour sur investissement compris entre 0 et 6 % en fonction de la réussite du programme.

Le Conseil Départemental quant à lui ne contribuera a posteriori, au financement du projet, qu'en fonction des économies qu'il aura effectivement générées.

TRI ANNUEL EN FONCTION DE LA BAISSSE DU TAUX DE PLACEMENT MOYEN (EN POINTS) SUR LES 3 ANNÉES DU PROGRAMME



LUD'IS

Le projet LUD'IS propose de créer, au sein d'un quartier populaire de Paris, des emplois accessibles, de réduire les émissions de carbone et d'inventer de nouveaux modes de financement hybrides.



Le constat : La création d'emploi à bas niveau de qualification est de plus en plus difficile à Paris intra-muros.

La solution : Transformer les rez-de-chaussée et parkings sous-terrain d'un site immobilier en réfection, en une plate-forme de logistique douce pour créer 30 à 50 emplois pour les plus vulnérables en utilisant le vélo/triporteur/véhicules électriques pour réduire les émissions de CO₂-particules fines.

Les objectifs : Dynamisation d'un quartier populaire, insertion professionnelle, respect de l'environnement, renfort du lien social, surplus d'activité économique.

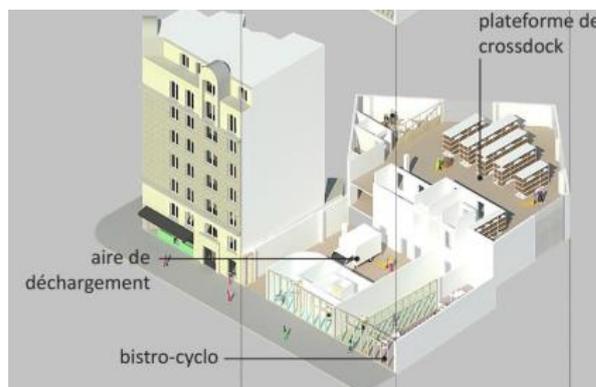
Le projet : Le LUD'IS sera principalement composé de 3 espaces :

1. **Pôle de logistique urbaine douce** : Le projet s'inscrit dans la logistique du dernier kilomètre. Le pôle de logistique urbaine a pour vocation de permettre le transfert de biens aux provenances multiples, vers leurs destinataires finaux (crossdocking).
2. Espace de Coworking : rassemblant des entreprises et des startups travaillant sur la question des modes doux en général.
3. Le Café-cyclo : il s'agit d'un atelier de réparation de vélos, qui se double d'un petit café. Il a pour vocation d'être ouvert à tous, aussi bien aux habitants des logements, et plus généralement aux riverains du projet.

Le contrat à impact social comme financement du projet

Le bail emphytéotique administratif proposé à la Ville de Paris serait le moyen de mettre en place le premier social impact bond de l'immobilier français. Les Investisseurs privés pourraient investir les sommes nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'idée est de répondre à un problème sociétal, soulageant ainsi les pouvoirs publics d'une charge (RSA versé mensuellement, coût de la tonne CO₂, ...). L'impact du projet LUD'IS est mesuré, et les résultats déterminent le montant du loyer du bail emphytéotique et le niveau de remboursement des investisseurs. Les critères d'impact sont à déterminer en concertation avec la ville de Paris.



Les acteurs pressentis pour le projet

- Ares l'autre acteur majeur du projet (premier employeur francilien de personnes en insertion professionnelle) et Star's Service leader français du dernier kilomètre avec le projet la « petite reine »
- ETIC, foncièrement responsable : comme investisseur, opérateur et animateur du lieu
- L'agence Py : architecte partenaire
- Eexiste : un cabinet de mesure de l'impact social

Former et insérer professionnellement des publics fragilisés dans le secteur du numérique coûte moins cher l'insertion par l'activité économique (IAE)

Simplon.co, le plus grand réseau de fabriques labellisées « Grande école du numérique », propose des formations gratuites et intensives pour apprendre à créer des sites web et des applications mobile, et en faire son métier. La formation s'adresse prioritairement aux jeunes de moins de 25 ans, non diplômés ou peu diplômés, issus des quartiers populaires et des milieux ruraux, aux demandeurs d'emploi, allocataires des minima sociaux et aux seniors en reconversion, ainsi qu'aux femmes et personnes en situation de handicap, populations insuffisamment représentées dans les métiers techniques.



Le constat : Alors que la demande du marché de l'emploi pour des compétences informatiques est en croissance d'environ 3% par an, le nombre de diplômés en informatique a chuté de 10% entre 2006 et 2010.

La solution : utiliser les tensions de recrutement sur les métiers techniques du numérique pour former et insérer professionnellement, de manière très rapide (6 mois minimum ou 12 en alternance) des publics fragilisés.

L'objectif : démontrer qu'un programme de formation et d'insertion professionnelle de demandeurs d'emplois et d'allocataires du RSA coûte moins cher que leur traitement social et que la prise en charge au travers de logiques d'insertion par l'activité économique.

Le projet : Le programme proposé vise à former et insérer 1000 personnes éloignées de l'emploi en Seine Saint-Denis permettrait - car les estimations du coût individuel d'une prise en charge d'un demandeur d'emploi varient entre 12790 et 18900 euros par an et que l'indemnisation dure au maximum 2 ans mais dans les faits plutôt un an - d'économiser à minima entre 12,8 et 18,9 millions d'euros.

Le financement par contrat à impact social envisagé : l'analyse des coûts évités

Contrairement à l'insertion par l'activité économique, les coûts évités d'un programme de formation et d'insertion professionnelles de publics éloignés de l'emploi n'ont pas été calculés et on peut émettre l'hypothèse qu'ils sont inférieurs à celle d'une indemnisation en tant que demandeur d'emploi ou d'allocataire RSA.

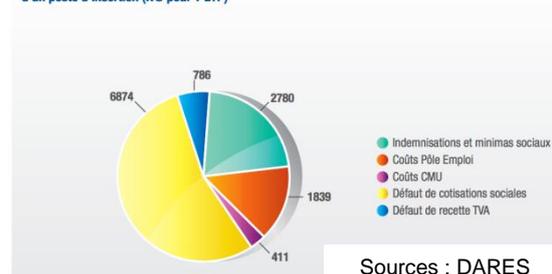
De la même façon, l'IAE possédant elle-même un coût (aides au poste, traitement administratif, etc), la formation et l'insertion professionnelle sera potentiellement moins coûteuse pour l'Etat que celle de l'IAE, surtout si elle est facilitée par des fonds européens et des mécénats d'entreprise comme c'est le cas du programme à l'étude.

Les bénéficiaires : jeunes NEETs (jeunes sans qualification sans emploi et non en formation), demandeurs d'emploi et allocataires du RSA

Les partenaires pressentis :

- CG93, Est Ensemble, Ville de Montreuil
- Pôle Emploi
- Employeurs : MEDEF, CGPME, PME-PMI, groupements d'employeurs, TPE, startups
- OPCA : Agefos PME, Opcalia, Fafiec
- OFFI (réfugiés)
- Partenaires financiers : Citizen Capital et BNP Paribas

→ Coûts évités et réductions de défauts de collecte induits par l'obtention d'un poste d'insertion (K€ pour 1 ETP)



Groupe Associatif Siel Bleu

L'offre thérapeutique non médicamenteuse du XXIe siècle

Le Groupe Associatif Siel Bleu a pour objectif la prévention santé tout au long de la vie et l'amélioration de la qualité de vie des personnes fragilisées (personnes âgées, personnes en situation de handicap, personnes atteintes de maladie chronique...) grâce à l'activité physique adaptée.



Jean-Michel Ricard, Directeur du Groupe Associatif Siel Bleu

Le constat : L'inactivité physique entraîne de lourdes répercussions sur le nombre d'années de vie en bonne santé et peut parfois aller jusqu'à causer la mort. C'est le cas pour 1 personne sur 10 dans le monde. Les populations fragilisées augmentent aussi très fortement notamment avec un vieillissement de la population et une explosion des maladies chroniques.

La solution : Depuis plus de 18 ans, le Groupe Associatif Siel Bleu intervient en maisons de retraite afin de faire reculer le seuil de la dépendance et de maintenir l'autonomie le plus longtemps possible. Ses activités simples et peu coûteuses doivent être accessibles à tous.

L'objectif : Réduire le nombre des chutes, mais aussi améliorer les capacités de déplacement des participants, ainsi que d'autres capacités (se nourrir, se laver...).

Le contrat à impact social comme financement du projet

Le Groupe Associatif Siel Selon la Haute Autorité de Santé, le coût d'une chute varie dans une fourchette allant de 2000 à 3400 euros. L'Institut des Politiques Publiques calcule donc dans l'étude HAPPIER réalisée par le Groupe Associatif Siel Bleu que « l'économie réalisée par résident et par année est donc, dans l'hypothèse basse, de 842 euros, et dans la fourchette haute de 1542 euros. En prenant en compte le nombre total de résidents en maisons de retraite, en France, soit 500 000 personnes, on obtient un bénéfice net total par an, variant de 421 millions d'euros à 771 millions d'euros ».

Il ne s'agit ici que de la question des chutes, mais la pratique d'activité physique adaptée intervient également sur les capacités de déplacement des participants, sur d'autres capacités (se nourrir, se laver...) ainsi que sur leur moral. De ce fait, le bénéfice se porte également sur le personnel de ces structures : moins de stress, meilleure qualité de vie au travail, plus grande motivation. C'est donc l'organisation générale de la structure qui s'en ressent.

Les projets qui pourraient bénéficier d'un contrat à impact social

VoisinMalin : Insuffler une dynamique positive dans les quartiers populaires, pour et avec leurs habitants



Le constat : Nombre d'habitants des quartiers populaires méconnaissent ou n'osent pas utiliser les droits qui peuvent leur permettre de faire face à leurs frais de santé. Ils entrent souvent tard dans le parcours de soin, et sous-utilisent les dispositifs gratuits de prévention santé.

La solution : Donner aux habitants des clés pour mieux comprendre le système de soins français et leurs droits.

L'objectif : Dans le cadre de missions co-construites avec des experts de la santé, les Voisins Malins se rendront au domicile des habitants pour les informer sur les droits de santé, les dispositifs de prévention, et si besoin les orienter vers des interlocuteurs pouvant les accompagner individuellement.

Le projet : L'historique des actions déjà menées par VoisinMalin indique qu'un tel programme permettrait d'augmenter de 25% le recours des habitants aux services de santé en prévention ou sans attendre l'aggravation de leur pathologie. Cette prise en charge mieux anticipée des problèmes de santé permettrait de réduire les coûts pour la sécurité sociale, en diminuant le nombre d'interventions lourdes. C'est dans cette optique qu'un financement par les contrats à impact social est envisagé.

Fermes d'Avenir développe l'agroécologie et de la permaculture à partir de la Création d'une microferme expérimentale en Touraine (à Montlouis-sur-Loire)

Le constat : Le monde agricole est englué dans une crise profonde et le modèle actuelle montre ses limites : des agriculteurs sont surendettés sur des exploitations toujours plus vastes, plus mécanisées mais non rentables, 1/3 de la production alimentaire finit à la poubelle, en particulier les fruits et légumes pour des questions essentiellement de calibrage.



La solution : donner au plus grand nombre l'envie et les moyens de lancer leur propre projet agricole, écologique et rentable en transmettant les étapes nécessaires à une telle mise en place et en évaluant le modèle économique.

Les objectifs : montrer qu'il est possible, sur moins d'un hectare, de créer un à deux emplois en maraîchage biologique et sensibiliser et d'informer, de former des maraîchers et des « entrepreneurs ruraux ».

Le projet : accompagner les territoires pour créer en zones rurales ou péri-urbaines des fermes aux retombées positives multiples permettant de nombreux coûts évités comme la réduction des dépenses de dépollution de l'eau, la réduction des dépenses de santé liées aux conséquences des produits phytosanitaires et la réduction des subventions agricoles liées au surendettement des agriculteurs.

GREENBURO réduit le coût de gestion des déchets par le biais d'actions de sensibilisation autour du tri à la source et du recyclage, tout en créant de l'emploi local

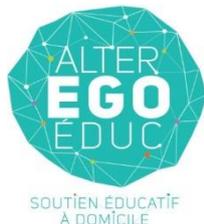


Le constat : Seuls 25 % des papiers de bureau sont aujourd'hui collectés pour être recyclés ; le reste est incinéré. Le coût de l'incinération est important pour la collectivité (avec une hausse annuelle de 6% selon la FNADE). Le tri sélectif permet d'alimenter les filières industrielles locales, tout en créant de l'emploi.

L'objectif : Augmenter les collectes de déchets triés à la source (Papiers / cartons et alimentaire biodégradable soit près de 90 % des déchets produits) tout en contribuant à la création d'emplois locaux (100 T de papier = 1 équivalent temps plein) et la mise en place de parcours d'insertion socioprofessionnelle.

Le projet : Sensibilisation par la mise en place du tri et de la collecte sélective (ou son optimisation) au sein des établissements scolaires. Ce projet permettrait d'augmenter les quantités de déchets valorisables pour arriver à des établissements « quasi 0 déchets », avec la création d'emplois ; tout en diminuant des coûts liés au traitement des déchets – et les prestations sociales attribuées aux demandeurs d'emploi (RSA – ARE mais également CMU, APL, etc.) par la reprise d'une activité salariée.

Alter'Ego Educ « Soutien Éducatif à Domicile » répond aux besoins des familles d'enfants reconnus en situation de handicap avec un accompagnement à domicile adapté.



Le constat : Dans l'Hérault, environ 700 enfants reconnus en situation de handicap par la MDPH attendent un accueil en établissement. Cette attente s'échelonne de 2 à 4 ans. En parallèle, il y a environ 300 éducateurs spécialisés à la recherche d'un emploi.

La solution : Intervenir à partir de la liste d'attente pour prévenir des situations critiques inhérentes au handicap amplifiées par l'absence d'accompagnement.

L'objectif : L'accompagnement à domicile des familles et des enfants en situation de handicap permettant d'éviter la dégradation du handicap de l'enfant, et

Le projet : Alter'Ego Educ se propose d'être une « passerelle » entre « l'attente » et « l'accueil en établissement ». En garantissant un accompagnement personnalisé auprès de ces enfants et leur famille à domicile. Alter'Ego Educ permet l'accès aux besoins fondamentaux de la prise en charge du handicap. Le projet permettrait une économie de l'ordre de 15000euros/par an/par enfant à l'Agence Régionale de Santé, La Caisse d'Allocation Familiale et le Conseil Départemental en fonction de leurs champs de compétence.

Reconnect : un cloud solidaire qui permet aux administrations publiques de faire des économies



Le constat : En 2014, 141 500 personnes étaient sans domicile fixe en France. Ces personnes vivent dans la crainte permanente de se faire dérober ou de perdre leurs effets personnels (carte d'identité, carte vitale, certificat de travail ou autres).

La solution : Grâce à sa plateforme de stockage de données en ligne Reconnect permet de limiter fortement les conséquences de la perte ou du vol des documents personnels.

L'objectif : D'ici trois ans, l'objectif est de toucher au minimum 25 000 personnes en situation de grande précarité et 750 structures d'accompagnement social. Ils disposeront ainsi d'un outil permettant de rendre l'accompagnement social plus efficace et mieux coordonné, tout en luttant contre la fracture numérique.

Le projet : Ce projet devrait permettre d'ici trois ans à 750 structures sociales (sur 3800) d'utiliser Reconnect avec les personnes qu'elles prennent en charge. La moyenne de suivis sociaux effectués par centre est de 1040 rendez-vous par an. On estime qu'environ 20% du temps est consacré à refaire des documents administratifs perdus. En limitant ce temps perdu à 10 % on peut affirmer que la solution Reconnect permettra à l'ensemble de l'action sociale de réaliser plus de 390 000 rendez-vous sociaux supplémentaires.